



Malgré le matraquage médiatique
orchestré par le gouvernement

67 %

des français considèrent le mouvement **contre le CPE** « justifié » ! Tous les sondages confirment que la préparation de la journée d'action du 7 février a permis de modifier l'état de l'opinion publique. **Alors continuons !**

Q quatre cent cinquante mille manifestants et 187 cortèges un peu partout en France. Malgré un calendrier serré, les vacances scolaires, et la tenue des partiels, les premières mobilisations contre le CPE ont tenu leurs promesses.

A contrario des déclarations malhonnêtes du premier ministre, qui prétend que son projet est « *le plus social, jamais élaboré pour les jeunes* » !

Contrat **P**remière **E**mbauche

Mardi 7 Mars

10 H. 00, Place de la Liberté, Toulon

10 H. 30, sous-préfecture, Draguignan

Grande Manif Unitaire

À l'appel de : **UNEF, UNL, FIDL, CGT, CFTD,
CGC, CFTC, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES**

Le CPE et le CNE instaurent la précarité pour les jeunes sans exception, qu'ils soient qualifiés ou non, travaillant dans les grandes entreprises comme dans les petites. Et l'on sait d'expérience que la précarité nourrit l'insécurité sociale qui plombe la croissance ... et donc l'emploi.

La bataille ne concerne pas que les jeunes, puisque le MEDEF et le gouvernement réfléchissent au remplacement du CDI par un « contrat unique » inspiré du CNE et du CPE pour l'ensemble des salariés, dans le cadre d'une

réforme du contrat de travail, promise avant l'été.

Les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens appellent donc à poursuivre le travail d'information et de mobilisation pour faire du

MARDI 7 MARS 2006

NOUVELLE JOURNÉE NATIONALE D' ACTIONS INTERPROFESSIONNELLE ET UNITAIRE

TOUS DANS LA GRÈVE ET LA MANIFESTATION.

Contrat **P**remière **E**mbauche ... **Jusqu'au RETRAIT !**

POURQUOI LE CPE CONSTITUE UNE RÉGRESSION SOCIALE ?

D'abord, contrairement à ce que dit le gouvernement, le **CPE** ne réduit pas la précarité. Il ne supprime aucun des contrats précaires, il s'y ajoute.

Le jeune pourra être licencié à tout moment pendant 2 ans sans justification.

Il sera dans une situation d'extrême fragilité qui rejaillira sur sa situation générale :

-comment exiger son dû en matière de salaire, de durée et de conditions de travail quand votre employeur peut vous licencier sans motif ?

Quant à l'**accès au CDI**, il **restera** dans la plupart des cas **un mirage** puisqu' aucune obligation n'est faite aux employeurs.

Ce n'est pas le contrat de travail qui crée l'emploi, c'est la croissance.

CPE :

LE GOUVERNEMENT S'AFFOLE.

La mobilisation peut le faire reculer !

L'utilisation du 49.3 par le gouvernement pour faire passer autoritairement son projet, témoigne d'une grande fébrilité devant la mobilisation grandissante des jeunes et des salariés. Les Français ne s'y trompent pas, De Villepin vient de perdre 9 Points dans les sondages !

CNE, CPE, CDD DE TROIS ANS POUR LES CHÔMEURS DE 57 ANS... STOP, ÇA SUFFIT !

Devant la casse méthodique du code du travail, l'ensemble des salariés doit se mobiliser.

La précarité ne crée pas d'emploi. Le statut d'emploi des jeunes est déjà très flexible et précaire, et pourtant le taux de chômage des jeunes est deux fois supérieur à celui des autres salariés.

Ce n'est donc pas en accentuant la flexibilité qu'on diminuera le chômage mais au contraire en créant **une véritable sécurité sociale professionnelle.**

LA CGT PROPOSE UN AUTRE AVENIR POUR LES JEUNES.

L'objectif visé par la **Cgt** est que tout salarié, dès la première recherche d'emploi, bénéficie, quelles que soient les circonstances, d'un ensemble de droits individuels, garantis au plan interprofessionnel, opposables à tout employeur et transférables d'une entreprise à l'autre : **droit à l'intégration dans un emploi rémunéré, droit à la formation continue, droit à un déroulement de carrière, droit au maintien du contrat de travail en cas de suppression d'emploi, continuité des droits pour le calcul de la retraite, droit à l'expression syndicale...** Bien loin des contrats mis en place par le gouvernement qui visent à la disparition du CDI, à modeler une société faite de précarité et d'insécurité sociale.